Appel à la journée nationale d'action du 11 décembre pour l'enseignement supérieur et la recherche (ESR)

Les représentants des différents acteurs soussignés du système d'enseignement et de recherche se sont réunis mercredi 5 novembre. Ils ont constaté ensemble la dégradation continue des conditions de fonctionnement de l'ESR, qu'il s'agisse des étudiants, des personnels techniques et administratifs des universités et des organismes, des enseignants-chercheurs et des chercheurs, touchés par la précarité des jeunes et moins jeunes collègues, des budgets insuffisants et inappropriés, des carrières bloquées, des conditions de travail, d'études et de vie dégradées.

Ces difficultés sont niées par le gouvernement qui se refuse, au motif de la priorité accordée à la réduction du secteur public, à mettre en œuvre une politique ambitieuse d'enseignement supérieur et de recherche. La soi-disant « sanctuarisation » du budget de l'ESR, qui masque une lente érosion, rend de plus en plus difficile l'accomplissement de nos missions : la création, la diffusion des connaissances et la formation des jeunes, missions pourtant indispensables à l'avenir culturel, démocratique et économique de notre société.

Les organisations et représentants des instances réunies ce jour appellent donc l'ensemble des acteurs de l'ESR – personnels permanents, précaires et étudiants – à se mobiliser dans la durée.

La prochaine action d'envergure sera la journée nationale d'action organisée le 11 décembre à Paris et en région : assemblées générales réunissant étudiants et personnels statutaires ou contractuels le matin, suivies de manifestations.

Un appel est également lancé à se rassembler au Secrétariat d'état à l'Enseignement Supérieur et la Recherche, rue Descartes à Paris le 24 novembre, de 12 h 30 à 14 h 30, à l'occasion de la tenue du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) appelé à se prononcer sur des COMUE et à organiser, dans chaque université, à l'occasion du vote du budget par le Conseil d'Administration, des rassemblements et des assemblées générales pour informer les collègues de la réalité des difficultés rencontrées et réfléchir ensemble aux moyens d'obliger le gouvernement à prendre les mesures nécessaires.

Signataires : CGT (SNTRS, INRA, FERC-Sup), FSU (SNASUB, SNCS, SNEP, SNESUP), SGEN-CFDT-Recherche-EPST, SUD recherche EPST, SUD Education, Sup'Recherche-UNSA, SNPTES, UNEF, Sciences en Marche, Comité de Pilotage des Directeurs d'Unité, SLU, collectifs des précaires de l'ESR